

DERNIÈRE VERSION MODIFIÉE LE
4 OCTOBRE 2001

**CRISE DÉCLENCHÉE PAR
LES ATTENTATS DU 11
SEPTEMBRE**

Les droits humains subissent dans
le monde entier le contrecoup des
attentats perpétrés aux États-Unis
Index AI : ACT 30/028/01

Embargo : 4 octobre 2001
(00 h 01 GMT)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« À la suite des attentats
commis le 11 septembre aux
États-Unis, les réactions d'horreur
et de révolte suscitées par ces
terribles pertes en vies humaines ne
doivent pas être exploitées pour
justifier des mesures pouvant
déboucher sur de nouvelles
atteintes aux droits humains », a
averti ce jour (mercredi 3 octobre
2001) Amnesty International.

Dans un rapport publié
aujourd'hui, l'organisation rend
compte des réactions hostiles dont
des musulmans et des personnes
d'origine ou d'apparence
moyen-orientale ou asiatique ont

été victimes dans au moins
10 pays. Ce document attire
également l'attention sur les
premiers signes préoccupants
indiquant que des gouvernements
pourraient prendre prétexte de la
« lutte contre le terrorisme » pour
restreindre l'exercice des libertés
publiques et des droits humains.

« Après les monstrueux
attentats du 11 septembre, la
"lutte contre le terrorisme" ne doit
pas transformer en victimes les
membres de différents groupes
humains dans le monde entier », a
déclaré Amnesty International.

En Europe et ailleurs, des
gouvernements se donnent pour
priorité politique l'adoption de lois
qui risquent de porter atteinte aux
libertés publiques et de remettre en
cause la protection des droits
humains. Des mesures répressives
visant les immigrés clandestins, qui
risquent de remettre en question
les droits des demandeurs d'asile,
sont débattues en ce moment dans
un certain nombre de pays.

Une vague de crimes racistes
directement liés aux attentats
perpétrés à New York et à
Washington semble s'être produite :
en effet, des hommes et des

femmes de tous âges ont été injuriés et même physiquement agressés dans la rue, dans des écoles ou sur leur lieu de travail, au seul motif de leur appartenance religieuse ou de leur origine ethnique – réelle ou supposée.

Malgré des appels louables à la tolérance et à la retenue de la part des autorités, sur le seul territoire des États-Unis ont été signalées plus de 540 agressions contre des Arabo-Américains et au moins 200 contre des sikhs au cours des semaines consécutives aux attentats. Des mosquées, des temples hindous et des centres communautaires ont été attaqués et saccagés dans des pays aussi divers que la Pologne, l'Inde, le Royaume-Uni et le Danemark.

Dans un certain nombre de pays, notamment au Pérou et au Paraguay, des musulmans et des personnes originaires du Moyen-Orient ont été arrêtés

« En outre, des gouvernements risquent de durcir leur politique de répression à l'égard de leurs opposants au cours d'une période où l'opinion internationale se concentre sur d'autres questions, a fait observer l'organisation de

parce qu'ils étaient soupçonnés d'entretenir des liens avec des organisations « terroristes », et il est à craindre qu'ils ne soient arbitrairement détenus et maltraités.

Par ailleurs, Amnesty International s'inquiète de ce que les risques d'atteintes aux droits humains se sont aggravés pour de nombreuses personnes en Afghanistan, en particulier pour les non-Pachtounes vivant dans les zones contrôlées par les taliban, qui pourraient être considérés à tort comme des sympathisants de l'Alliance du Nord.

« Il est affligeant de constater que, quelques semaines seulement après la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme, de nombreuses communautés font face dans le monde entier à des formes de discrimination et de racisme de plus en plus marquées, a souligné Amnesty International.

défense des droits humains. Pendant que tous les regards sont rivés ailleurs, ces gouvernements peuvent violer les droits fondamentaux sans craindre d'être mis à l'index. »

Ainsi, la presse internationale a

pratiquement passé sous silence la mort de plus d'une dizaine de Palestiniens, dont une adolescente de quatorze ans, tués par les forces de sécurité israéliennes au cours des deux jours qui ont suivi les attentats. Le ministre israélien de la Défense, Benjamin Ben Eliezer, a alors déclaré à l'occasion d'une interview : « *Le fait est que nous avons tué 14 Palestiniens [...] et que le monde est resté totalement muet. C'est un désastre pour Arafat.* »

En Chine, des déclarations officielles donnent à craindre que les autorités n'exploitent les événements du 11 septembre pour durcir encore leur politique de répression contre les groupes ethniques musulmans qu'ils accusent de « *séparatisme* », de « *terrorisme* » ou d'« *extrémisme religieux* » dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, située dans le nord-ouest du pays. De même, on peut redouter que le gouvernement ouzbek ne tire parti du climat actuel pour réprimer toute manifestation supposée d'opposition islamique en bénéficiant d'une impunité encore plus grande.

Au vu de ces tendances inquiétantes, Amnesty International exhorte tous les États à prendre de nouvelles mesures afin que les droits de toutes les personnes se trouvant sur leur territoire – qu'il s'agisse ou non de leurs citoyens – soient également protégés, et à faire clairement savoir que les violences et les menaces racistes ne seront pas tolérées.

L'organisation appelle en particulier les gouvernements à veiller à ce que :

- les droits de tous soient respectés dans le cadre des mesures prises à la suite des attentats du 11 septembre ;
- toute nouvelle loi adoptée à la suite des attentats du 11 septembre contienne des dispositions destinées à garantir le respect des droits humains ;
- les droits des demandeurs d'asile soient protégés ;
- tous les demandeurs d'asile bénéficient d'une procédure d'asile adéquate et équitable ;
- nul ne soit renvoyé dans un pays où il risque d'être victime de graves violations de ses droits fondamentaux ;

– les crimes motivés par la haine soient condamnés et leurs auteurs présumés traduits en justice.

« Amnesty International reconnaît que tous les États ont non seulement le droit mais aussi le devoir de prendre des mesures pour protéger leurs citoyens, mais il est essentiel que ces mesures ne se traduisent pas par des violations des droits humains », a conclu l'organisation. _

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>